

Secrets...

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 27 août 1934

Le peuple égyptien peut bien s'amuser, si l'amusement convient à sa nature, et peut bien s'affliger, si l'affliction convient mieux à sa nature — car il ne fait aucun doute que sa vie politique, en ce moment, est à la fois amusante et affligeante. Le peuple égyptien peut même en tirer fierté, si la fierté convient à sa nature, et peut s'en désespérer, si le désespoir convient mieux à sa nature — car sa vie politique, en ce moment, appelle à la fois la fierté et le désespoir. C'est que le peuple égyptien peut dire, sans exagération et sans erreur, qu'il est le seul peuple, parmi les nations civilisées, à demeurer entièrement ignorant de ses propres affaires — comme si ces affaires ne le concernaient pas, ne le touchaient pas, n'avaient avec lui nul lien, de près ou de loin, mais concernaient quelque autre peuple entièrement, avec lequel il ne partagerait ni attache ni cause. Car on en parle, les rumeurs emplissent l'air, les conversations naissent dans les cercles, les soupçons s'agitent dans tous les esprits — et tout cela concerne les affaires du peuple égyptien, et même les affaires les plus intimes du peuple égyptien, et même sa vie même — tandis que le peuple égyptien lui-même n'en sait absolument rien, et n'en discerne ni peu ni beaucoup.

On lui dit que de graves circonstances imprévues pourraient survenir concernant sa patrie, qui pourraient changer son mode de vie, changer son régime, lui coûter ses intérêts, lui apporter un grand bien ou une ruine totale — et que les Anglais s'y préparent : leur représentant, après avoir passé son séjour en Égypte à étudier longuement la question, et à mener une enquête des plus approfondies, repart ensuite, et ni son gouvernement ni lui-même ne se satisfont de le voir représenté, en son absence, par les membres habituels de sa propre maison, mais délèguent plutôt le chef du service égyptien au ministère des Affaires étrangères pour assumer la charge de le représenter, en prévision de ces circonstances, dans l'attente de ces surprises — tandis que le peuple égyptien demeure ignorant de ces mêmes circonstances, ne sait rien de la nature de ces surprises, comme si ces circonstances imprévues ne pouvaient survenir qu'aux Anglais et non aux Égyptiens, comme si ces surprises ne pouvaient concerner que les Anglais et non les Égyptiens, comme si le régime susceptible de changer n'était pas un régime auquel les Égyptiens eux-mêmes sont soumis, comme si les intérêts susceptibles d'être perdus n'étaient pas les intérêts des Égyptiens eux-mêmes, comme

si les affaires susceptibles d'être réglées ou dénouées ne touchaient pas la vie même des Égyptiens.

Et pourtant les Anglais font ces préparatifs en Égypte — non à Malte, non aux Indes —, ce qui signifie que ces circonstances surviendront bien en Égypte, et surprendront bien ceux qui vivent en Égypte, et toucheront bien leur vie et leurs intérêts. Il serait donc naturel que les Égyptiens s'y préparent tout comme s'y préparent les Anglais, et se tiennent prêts à les affronter tout comme s'y tiennent prêts les Anglais — mais au lieu de cela, tout cela demeure secret, secrets qu'il faut garder même à ceux qu'ils concernent, secrets qu'il faut cacher même à ceux qui en subiront les effets, pour le meilleur ou pour le pire.

Voilà chose étrange, en cette époque que l'on nous dit être une époque de liberté et de lumières, une époque où les affaires des nations, dit-on, ne se traitent plus derrière un rideau, ne sont plus dérobées à la vue par d'opaques voiles.

Voilà chose étrange, incompréhensible dans un pays que l'on dit doté d'un régime constitutionnel, qui remettrait les affaires du peuple entre les mains du peuple lui-même, et ferait de la surveillance des intérêts du peuple un droit appartenant au Parlement.

Voilà chose étrange, compréhensible seulement dans un pays dont le peuple est entièrement asservi à l'autorité, entièrement privé de liberté, où les gouvernants considèrent les gouvernés exactement comme les bergers considèrent leurs troupeaux — les menant au pâturage pour qu'ils paissent, les menant à l'eau pour qu'ils boivent, prenant de leur lait et de leur laine, de leur duvet et de leurs poils, tout ce qu'il leur plaît de prendre, sans jamais les consulter, sans jamais les interroger, sans jamais les informer de rien — car un troupeau ne saurait entendre ce qu'on lui dit, ne saurait comprendre ce qu'on lui veut, ne saurait fournir aucune réponse en retour.

Voilà chose étrange, compréhensible seulement dans un pays où les gouvernants se croient investis d'un droit absolu sur le peuple et les affaires du peuple — réglant les choses et les dénouant, allant et venant, exactement comme il leur plaît, sans que nul n'ait le droit de leur demander ce qu'ils font. Nous voudrions bien savoir : quel est donc ce pays où nous vivons ? Quelle est donc cette patrie dont nous habitons le sol ? Quel est donc ce peuple qui s'agite sur les rives du Nil ? Car si nous vivions véritablement dans un pays libre, et demeurions véritablement dans une patrie indépendante, et faisions véritablement partie d'un noble

peuple possédant tous les droits des nations civilisées, tenu par tous leurs devoirs à son tour — alors assurément ce peuple ne devrait pas demeurer ignorant de ses propres affaires, ni se voir cacher des secrets, ni s'entendre dire que de graves circonstances imprévues pourraient survenir, que des événements considérables pourraient se produire, que de grands malheurs pourraient approcher, et que d'autres les guettent et s'y préparent, tandis que vous, vous n'auriez qu'à dormir, et dormir profondément ; qu'à manger, et manger à l'excès ; qu'à jouir de tous les plaisirs que la vie a à offrir ; qu'à supporter tous les soucis qu'on déverse sur vous ; qu'à vivre comme vit un troupeau, vos affaires confiées à des bergers infailibles, puisque de telles affaires ne devraient jamais vous être confiées, incapable que vous êtes de les assumer, ou même seulement d'y réfléchir.

Et pourtant ce peuple égyptien est allé jusqu'à demander, a insisté avec force pour connaître les faits. Informé que le représentant anglais visitait la frontière, il s'est enquis de l'origine de cette visite frontalière, de son dessein secret, de sa signification, et du droit en vertu duquel le représentant anglais l'entreprenait. Informé que le représentant anglais visitait la police et l'armée, il s'est enquis de la façon dont une telle visite pouvait avoir lieu, pourquoi elle devait avoir lieu, et en vertu de quel droit elle devait avoir lieu. Informé que le représentant anglais s'arrogeait le traitement de la dette publique, des tribunaux mixtes et des capitulations, à l'exclusion du cabinet égyptien lui-même, institué précisément pour traiter de telles questions — et non pour jouir du confort et de la brise marine —, il s'en est enquis lui aussi, et a insisté avec force dans sa demande, a cherché quelque explication, et a insisté avec force dans sa recherche. Mais personne ne lui a répondu. Personne ne lui a prêté la moindre attention, ni ne s'est même tourné vers lui.

Comment donc comprendre un tel état de choses ? Comment les ministres peuvent-ils supporter de le tolérer ? Comment la conscience des ministres peut-elle demeurer tranquille, à voir un peuple aussi vaste que le peuple égyptien tenu dans l'ignorance complète de ses propres affaires les plus pressantes, tandis que se répandent parmi lui toutes sortes de nouvelles alarmantes, que se propagent vers lui toutes sortes d'avertissements contradictoires et effrayants — un peuple qui interroge, et ne reçoit pas de réponse ; qui s'enquiert, et ne reçoit pas de réplique ?

Comment la conscience des ministres peut-elle demeurer tranquille, à voir ce vaste peuple perplexe, s'interrogeant lui-même et interrogeant les autres, sur ses propres intérêts et ce qu'on leur veut, sur ses propres

droits et ce que l'on trame contre eux — tandis que les ministres eux-mêmes sont parfaitement capables de répondre, et pourtant ne répondent pas ; ou sont incapables de répondre, et pourtant demeurent à leurs postes malgré tout, malgré cette incapacité et cette insuffisance, ou malgré cette négligence et cette défaillance.

Cela seul est déjà beaucoup — et plus encore que l'on continue à dire, malgré tout, que les Égyptiens vivent comme vivent les nations libres, existent comme existent les peuples civilisés, et que leurs affaires sont surveillées par un cabinet en rien différent des cabinets des autres pays avancés.

Qui pourrait bien prétendre que les affaires de l'Égypte, et sa vie même, se réduisent à une dizaine d'Égyptiens, et à une poignée d'Anglais ? Les premiers agissent quand ils le peuvent, et se trouvent impuissants quand les circonstances les y contraignent ; les seconds commandent et interdisent, règlent les choses et les dénouent, sans que rien ne puisse jamais s'opposer à ce qu'ils désirent.

N'est-il pas grand temps que cet état de choses honteux prenne fin ? N'est-il pas grand temps que ces nuages sombres se dissipent ? N'est-il pas grand temps, enfin, que la lumière pénètre la vie des Égyptiens, afin que le peuple égyptien voie par lui-même ce qu'on lui veut et ce que l'on trame contre lui — et afin que le peuple égyptien lui-même, non les Anglais, non le cabinet, mais le peuple tout entier, se prépare à affronter les circonstances imprévues qui pourraient survenir, et les surprises qui pourraient se présenter ?